

DEPARTEMENT DU  
LOIRET  
ARROND. DE  
MONTARGIS  
CANTON ET COMMUNE  
DE  
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 10 janvier 2024

DATE DE PUBLICATION : 18 janvier 2024

*L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept janvier, à vingt heures trente les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle polyvalente de la Maison des Associations, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.*

**ETAIENT PRESENTS :** M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – M. RAMBAUD - Mme PHESOR - M. ÖZTÜRK - M. MALGHI - Mme BRANDON - Mme RASAMOELY - M. BARAY – Mme SOW – Mme BAYRAM - Mme CAYOUX - M. JOLIVET – M. LALOT - M. RENOUF – Mme TORRES – M. TOUANE – Mme LAMA - M. GUEDJ – Mme DURAND - Mme LOISEAU – M. BALABAN

**ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :**

- Mme PASCAUD à M. DEMAUMONT
- M. KHALID à M. RAMBAUD
- M. BA à Mme TORRES
- Mme MANAÏ-AHMADI à M. ÖZTÜRK
- M. TAVARES à M. RENOUF
- M. CHRISTODOULOU à Mme LAMA
- M. FAURE à Mme DURAND
- Mme PERIERS à M. GUEDJ

**ABSENTS**

- Mme HENRY
- M. OREN

**EXCUSÉS**

- Mme PRIEUX

**SECRETAIRE DE SEANCE :**

- Mme TORRES

**OBJET :**  
**Motion sur la loi Immigration**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20240123-DEL\_2024\_MOT-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/01/2024

**OBJET :**  
**Motion sur la loi Immigration**

**Service :** Cabinet du Maire

**Affaire suivie par :** Isabelle BLANCHET

**M. le Maire :** La loi Immigration, bien qu'ayant fait l'objet d'une motion de rejet adoptée par 270 députés, a été votée en fin d'année 2023. Cette loi déroule le tapis rouge aux idéaux de l'extrême droite en bafouant les droits humains et sociaux garantis auparavant aux étrangers.

Ce Gouvernement cherche à faire croire aux citoyens de notre pays que l'augmentation des prix, la folle course de l'inflation, l'abandon des banlieues et des zones rurales, l'agonie des collectivités locales, l'insécurité sont en lien direct avec l'immigration...une façon de ne pas faire face à leurs propres responsabilités !

Cette loi est une liste de mesures antisociales : transformation de l'aide médicale d'Etat (AME) en aide médicale d'urgence (AMU) beaucoup plus restrictive, durcissement des conditions du regroupement familial en rallongeant le délai de 18 à 24 mois, instauration de quotas migratoires, restriction d'accès au titre de séjour et de résident pour les conjoints de français et parents d'enfants français...

A l'inverse, et toujours dans sa politique du « en même temps », ce Gouvernement propose à travers ce projet de loi une carte de séjour « travail dans les métiers en tension » : bâtiment, aide à domicile, nettoyage, restauration : autant de secteurs pénibles, souvent mal rémunérés et qui ont du mal à recruter. Sans doute que cette disposition devait laisser à penser que ce projet avait aussi une dimension sociale...personne n'est dupe !

Derrière le mot immigration, plus personne ne voit les drames humains qui se jouent : situation de guerre, misère économique et sociale, catastrophes climatiques poussent des personnes à fuir, souvent au péril de leur vie, leur pays en laissant tout derrière eux : leur histoire, leur famille, leur maison, leurs amis...pour chercher un refuge qui leur permettra d'avoir une chance de survivre. Qu'ont-ils enduré pour arriver jusqu'en Europe et en France : des marchands de rêve et des passeurs qui les dépouillent alors qu'ils n'ont rien ?

Il faut travailler à une paix durable dans le Monde et créer les conditions économiques et sociales pour que les personnes puissent vivre sereinement dans leur pays d'origine plutôt que de proposer des textes de loi qui déroulent de tapis rouge aux thèses de l'extrême droite.

Ne faut-il pas voir derrière cette loi, un coup médiatique de Gérard DARMANIN servant avant tout ses ambitions politiques.

Nous élus du Conseil Municipal de Chalette/Loing, demandons solennellement au Président de la République de ne pas promulguer cette loi et appelons à nous rassembler le dimanche 21 janvier 2024 pour une journée de mobilisation contre cette loi.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**CONSIDERANT** que la loi Immigration est contraire aux valeurs de la République,

**CONSIDERANT** que la loi Immigration bafoue les droits sociaux des étrangers en France,

**PROTESTE** fermement contre cette loi injuste – voire inique - et injustifiée,

**ADOpte** la présente motion

**DEMANDE** à Monsieur le Président de la République de ne pas promulguer cette loi,

**APPELLE** à se rassembler lors de la journée de mobilisation du 21 janvier 2024,

**ADRESSE** cette motion à Monsieur le premier ministre.et au représentant de l'état dans le département.

Nombre de membres en exercice	33	
Nombre de membres présents ou représentés	30	
Votes pour	26	
Votes contre	4	- M. Guedj et son pouvoir, - Mme Durand et son pouvoir
Abstentions	0	

*Le Maire, soussigné,*

*\* certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL  
et le compte-rendu de la présente délibération ont  
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12  
du CGCT,*

*\* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet  
acte à compter du*

*\* informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours  
devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de  
la date de sa publication.*

.....  
Pour extrait certifié, conforme,

Le Maire,

Franck DEMAUMONT.

